

Brochure n° 3287

Convention collective nationale

IDCC : 1947. – **NÉGOCE DE BOIS D'ŒUVRE
ET PRODUITS DÉRIVÉS**

■ *Journal officiel* du 23 mars 2010

**Arrêté du 16 mars 2010 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective nationale du négoce de bois
d'œuvre et produits dérivés (n° 1947)**

NOR : MTST1007436A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 7 mai 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
18 mai 2009, portant extension de la convention collective nationale du
négoce de bois d'œuvre et produits dérivés du 17 décembre 1996 et de
textes la modifiant ou complétant ;

Vu l'accord du 3 novembre 2009, relatif à l'emploi des seniors, conclu
dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 7 janvier 2010 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation
collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la
séance du 4 mars 2010,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du
négoce de bois d'œuvre et produits dérivés du 17 décembre 1996, tel qu'il

résulte des dispositions de l'avenant n° IV du 24 juin 1997, les dispositions de l'accord du 3 novembre 2009 relatif à l'emploi des seniors, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Le premier paragraphe de l'article 3-5-1 est étendu sous réserve que l'entreprise ou l'établissement ou, à défaut, la branche ait négocié un accord mettant en place le temps partiel aménagé sur tout ou partie de l'année dans les conditions posées à l'article L. 3122-2 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/52, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).